

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers  
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Colomiers, le 3 mars 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2026

### **Contexte et constats**

publié sur 

**SATYS SEALING PAINTING FRANCE**

Rue Jacques Grangette  
31700 Cornebarrieu

Références : 2026/117  
Code AIOT : 0006807332

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement SATYS SEALING PAINTING FRANCE implanté Rue Jacques Grangette ZAC Aéroconstellation 31700 Cornebarrieu.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2025 dans l'établissement SATYS SEALING & PAINTING, rue Jacques Grangette ZAC Aéroconstellation 31700 Cornebarrieu, conformément au plan pluri-annuel de l'inspection de l'environnement, sur la thématique des rejets atmosphériques.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SATYS SEALING PAINTING FRANCE
- Rue Jacques Grangette ZAC Aéroconstellation 31700 Cornebarrieu
- Code AIOT : 0006807332    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le site de SATYS SEALING & PAINTING FRANCE exploite, à proximité des usines Airbus Jean-Luc Lagardère, sur la commune de Cornebarrieu, trois hangars peinture, LS07, LS08 et LS09 dédiés respectivement à la peinture et ponctuellement à la maintenance des avions Long Range.

Les installations du site de SATYS sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2016 qui a abrogé l'arrêté préfectoral du 10/06/2009, suite à la construction des deux hangars supplémentaires LS08 et LS09.

**Thèmes de l'inspection : REACH | Air**

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'exploitant est certifié ISO 14001 et 45001.

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- Les contrôles des installations électriques 2025 ;
- Les comptes rendu d'exercice d'évacuation incendie ;
- La surveillance des rejets atmosphériques 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article Art 8.2.1.1	Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
4	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article Art. 8.3	Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative exploitant	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article Art.1	
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article Art. 2.2.4.4	
5	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	
6	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	
7	Format FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	
8	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection de l'environnement note que malgré l'appartenance du site à un groupe international, il n'a pas été mis en place de solution temporaire visant à palier l'absence des correspondants HSE du site. De ce fait, des campagnes de mesures d'auto surveillance n'ont pas pu être réalisées selon les fréquences imposées par les arrêtés préfectoraux du site et la réglementation nationale.

La situation est actuellement régularisée mais les processus visés (programme de surveillance notamment) doivent être fiabilisés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative exploitant

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article Art.1


**Thème(s) :** Situation administrative      Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

La société STTS GROUP, dont le siège social est situé 3 rue Franz Joseph Strauss, ZAC Aéroconstellation, à Blagnac (31700), est autorisée, à compter de la notification du présent arrêté et sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Cornebarrieu (31700), ZAC Aéroconstellation, lieux-dits

« Bordeneuve » et « Clotasses », des installations suivantes :

N° rubrique	Désignation des activités	Volume autorisé	Régime (*)
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an.	LS07 : 113 t/an LS08 : 94 t/an LS09 : 94 t/an  <b>Total : 301 t/an</b>	A
2940-2a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile)...	LS07 : 754 kg/j LS08 : 754 kg/j LS09 : 754 kg/j  <b>Total : 2262 kg/j</b>	A
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	LS07 : 5 MW LS08 : 3,4 MW LS09 : 3,4 MW  <b>Total : 11,8 MW</b>	D

<p>Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface à l'aide de solvants organiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au traitement de surface utilisant des solvants (STS).</p> <p>Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.</p>			
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site SATYS SEALING &amp; PAINTING situé au 3 rue Franz Joseph Strauss, ZAC Aéroconstellation, 31700 Blagnac ne fait pas l'objet de modification de ses activités. Le site est actuellement soumis au régime de l'autorisation pour son activité de peinture et de traitement de surface dans le secteur aéronautique.</p> <p>Le site est par ailleurs soumis à la Directive IED pour la rubrique 3670 liée au traitement de surface.</p> <p>Les modifications de structures juridiques SATYS AEROSPACE (regroupant les activités de peinture et d'étanchéité) n'ont pas d'impact sur le site SATYS SEALING &amp; PAINTING de Blagnac, tant en terme d'activité que de n° de SIRET.</p> <p>De ce fait, il n'est pas nécessaire de déposer de Porter à Connaissance ou de réaliser un changement d'exploitant.</p>			
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection n'a pas formulé de demande sur ce constat.</p>			
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>			
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>			
<p><b>Proposition de suites :</b></p>			

## N° 2 : Plan de gestion des solvants

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article Art. 2.2.4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques      Plan de gestion des solvants

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées. Avant le 31 mars de l'année N1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le Plan de Gestion des solvants pour l'année 2024, contenant les entrées et sorties de solvants des installations de peinture avions et est réalisé par salle de peinture.

Le Plan de Gestion des Solvants relatif à l'année 2025 est en cours de finalisation et sera transmis à l'inspection.

Le Plan de Gestion des Solvants est réalisé en interne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection n'a pas formulé de remarque sur ce constat.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article Art 8.2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Installations de peinture : conduits n° 1, 2, 3, 5, 6, 7

L'exploitant doit réaliser une surveillance en permanence des débits et des composés organiques volatils, à l'exclusion du méthane. Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

Paramètre	Code CAS	Concentration	Périodicité du contrôle
débits			en continu (déclaration mensuelle GIDAF) 1 contrôle annuel par un organisme agréé (déclaration GIDAF), alternativement LS07 puis LS08/LS09*
COVnm	-	Schéma de maîtrise des émissions	
Chrome	7440-47-3	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	1 contrôle annuel par un organisme agréé (déclaration GIDAF), alternativement LS07 puis LS08/LS09*
Poussières	-	ponçage : 2 mg/Nm <sup>3</sup> application de peinture : 1 mg/Nm <sup>3</sup>	

\*La première mesure pour LS08/LS09 doit avoir lieu dans les 6 mois suivant la mise en service. Lors de cette première campagne de mesure, les poussières PM<sub>2,5</sub> seront également mesurées pour ces hangars.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant, et voisine d'une demi-heure, ou de la durée de la tâche effectuée si celle-ci dure moins d'une demi-heure.

Installations de combustion : conduits n° 4, 8 à 13

Paramètres	Concentration	Périodicité du contrôle
Oxydes d'azote et autres composés de l'azote	100 mg/Nm <sup>3</sup>	Chaque conduit doit faire l'objet d'un contrôle <u>tous les 2 ans</u> Résultats tenus sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats de mesures des rejets atmosphériques de

l'année 2025. Celle-ci n'ont pas été réalisées en 2025 suite à une période de vacance de poste et turn over de personnel.

Le rapport de la campagne d'analyse de 2024 a été transmis à l'inspection en amont de l'inspection.

L'exploitant a présenté lors de l'inspection un programme de surveillance (format excel) reprenant la surveillance à réaliser pour l'établissement SATYS Group et mentionnant les éléments suivants :

- type de surveillance ;
- périodicité de contrôle ;
- date du dernier contrôle ;
- date butoir du prochain contrôle ;
- conformité des résultats.

Ce fichier est utilisé dans le cadre du management de l'environnement également (certification ISO 14001). Ce fichier étant utilisé principalement par les salariés en charge des sujets HSE, il ne permet pas de garantir le respect des fréquences et des types de contrôles en cas d'absence des personnes compétentes.

Aucun intérim n'a été mis en place au sein de l'entité SATYS Group durant la période de vacance de poste.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de :

- réaliser des mesures de rejets atmosphériques selon les fréquences déterminées par Arrêté Préfectoral d'autorisation du 23 mai 2016.
- mettre en œuvre un programme de surveillance fiabilisé, en intégrant (par exemple) les campagnes de mesures au sein d'une GMAO et en générant des Ordres de Travail accessibles également à d'autres services (équipes maintenance à titre d'exemple).
- formaliser ce processus au sein d'une instruction. Celle-ci devra être transmise à l'inspection.

**Ce constat fait état d'une non-conformité quant à la réglementation en vigueur.**

**Un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.**

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 Mois



#### N° 4 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article Art. 8.3

**Thème(s) :** Situation administrative      Déclaration GIDAF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées

**Constats :**

Les mesures d'auto-surveillance réalisés par l'exploitant sont tenues à disposition de l'inspection, néanmoins, aucunes données d'auto-surveillance n'ont été saisies sur l'outil GIDAF.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de :

- réaliser à partir de l'année 2026 la déclaration des résultats de ses auto surveillances par le biais du site GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquente) ;
  - saisir les premières données relatives à l'année 2026 sur GIDAF dans un délai de 2 mois ;
- Les accès pourront être renouvelés par l'inspection en cas de difficultés de connexion.

**Ce constat fait état d'une non-conformité quant à la réglementation en vigueur.**

**Un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.**

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 5 : Fourniture FDS

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)

**Thème(s) :** Produits chimiques      Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008

**Constats :**

Sur la base du fichier de suivi des produits chimiques, l'inspection a réalisé par prélèvement une vérification sur deux produits chimique :

- CEE-BEE-E-1004J

- Alexit Activated Thinner 902-47.

L'exploitant a été en mesure de présenter les FDS de ces deux produits sans difficultés via le logiciel PULSSE.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a demandé la transmission des deux FDS contrôlées suite à l'inspection. Celle-ci ont été transmises par mail le 18/02/2026 par l'exploitant.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 6 : Langue FDS

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5

**Thème(s) :** Produits chimiques      Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

**Constats :**

Sur la base du fichier de suivi des produits chimiques, l'inspection a réalisé par prélèvement une vérification sur deux produits chimique :

- CEE-BEE-E-1004J

- Alexit Activated Thinner 902-47.

L'exploitant a été en mesure de présenter les FDS de ces deux produits sans difficultés via le logiciel PULSSE.

Les deux FDS présentées étaient rédigées en français.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a demandé la transmission des deux FDS contrôlées suite à l'inspection. Celle-ci ont été transmises par mail le 18/02/2026 par l'exploitant.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

**Thème(s) :** Produits chimiques      Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;
- 7) manipulation et stockage;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;
- 9) propriétés physiques et chimiques;
- 10) stabilité et réactivité;
- 11) informations toxicologiques;
- 12) informations écologiques;
- 13) considérations relatives à l'élimination;
- 14) informations relatives au transport;
- 15) informations relatives à la réglementation;
- 16) autres informations.

**Constats :**

Sur la base du fichier de suivi des produits chimiques, l'inspection a réalisé par prélèvement une vérification sur deux produits chimique :

- CEE-BEE-E-1004J
- Alexit Activated Thinner 902-47.

L'exploitant a été en mesure de présenter les FDS de ces deux produits sans difficultés via le logiciel PULSSE.

Les deux FDS présentées étaient datées :

- CEE-BEE-E-1004J du 04/01/21
- Alexit Activated Thinner 902-47 du 16/02/24.

Les deux FDS présentées contiennent les 16 rubriques requises.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a demandé la transmission des deux FDS contrôlées suite à l'inspection. Celle-ci ont été transmises par mail le 18/02/2026 par l'exploitant.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 8 : Coordonnées fournisseur FDS

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3

**Thème(s) :** Produits chimiques      Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.

**Constats :**

Sur la base du fichier de suivi des produits chimiques, l'inspection a réalisé par prélèvement une vérification sur deux produits chimique :

- CEE-BEE-E-1004J
- Alexit Activated Thinner 902-47.

L'exploitant a été en mesure de présenter les FDS de ces deux produits sans difficultés via le logiciel PULSSE.

Les deux FDS présentées contenaient les coordonnées du fournisseur incluant :

- numéro de téléphone ;
- adresse ;
- adresse mail.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a demandé la transmission des deux FDS contrôlées suite à l'inspection. Celle-ci ont été transmises par mail le 18/02/2026 par l'exploitant.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**